

Qu'est-ce que l'accaparement des terres ?

La terre est essentielle à la subsistance, à la sécurité alimentaire et à l'identité de millions de personnes dans les pays en développement dépendant directement à l'agriculture. Depuis quelques années ont assisté au phénomène d'accaparement des terres, par lequel quelques Etats ainsi que des investisseurs privés louent ou achètent des dizaines de millions d'hectares des terres agricoles en Asie, Afrique et Amérique Latine afin de produire de la nourriture destinée aux pays acheteurs ou de l'agro-combustible. Cette privatisation néo-coloniale de la terre est le corollaire de la libéralisation des marchés agricole orchestré par l'OMC. Elle va de pair avec la destruction de l'agriculture paysanne dans le Nord comme dans le Sud.

Exemples: Au Soudan on cultive du blé sur 1,5 millions d'hectares destiné non pas au peuple soudanais, mais à l'Arabie Saoudite. On fait aussi pousser du sorgho, aliment de base au Soudan, lequel sert toutefois à nourrir les chameaux aux Emirats arabes unis. L'Ethiopie à déjà clôturé trois millions d'hectares de terres en vue de les louer à des investisseurs étrangers, surface équivalente à la Belgique. Dans ce pays africain, 13 millions de personnes sont victimes de la faim et de sous-alimentation et dépendent de l'aide alimentaire.

La Banque Mondiale estime que les surfaces agricoles négociées, louées ou vendues depuis 2006 en Afrique, en Amérique latine et en Asie s'élèvent à quelque 50 millions d'hectares. Cela correspond à la moitié de l'ensemble des terres arables en Chine ou encore à la surface combinée des terres arables existantes en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie.

Ce phénomène s'accélère, rien qu'en 2009 49 millions d'hectares, soit 50 fois la surface agricole de la Suisse ont été vendus ou loués.

Pas d'accapareurs de terres, ni à Genève, ni ailleurs !

Protestons ensemble contre le *Global AgInvesting Europe 2010*, réunion mondiale des accapareurs de terres agricoles, les 9 et 10 novembre 2010 à Genève



Uniterre, FIAN, l'autre syndicat, Assoc. 25 avril, ATTAC-Suisse, Cadtm, Cetim, Coopératives Longo Mai, Coordination Climat et Justice Sociale, Cotmec, Greenpeace-GE, Pain pour le Prochain, Plateforme pour une agriculture socialement durable, SIT, solidaritéS, Stop OGM, UITA, Unia, United Black Sheep

Rendez-vous

le jeudi 4 novembre 2010

- Conférence publique à 20h
salle de réunion d'Unia
(ch. Surinam 5, arrêt de bus «Charmilles»)

et le mardi 9 novembre 2010

- devant l'Hôtel Intercontinental
- Action paysanne symbolique à 11h30
- Rassemblement et prises de parole dès 12h
- Cortège à 13h

Qui sont les acteurs des accaparements de Terres?

Des gouvernements : Après la flambée des prix des aliments en 2008, des gouvernements de pays tributaires d'importations commencent à considérer la culture vivrière à l'étranger comme une nouvelle stratégie permettant de garantir la sécurité alimentaire de leur pays. Le Japon, la Chine, l'Inde ou l'Arabie Saoudite, entre autres, ont pris conscience de l'impossibilité de couvrir leur besoins croissants de denrées alimentaires ou de fourrage sur le marché international.

Des fonds spéculatifs : En pleine crise financière et hypothécaire, l'exploitation des terres a attiré les fonds spéculatifs ainsi que des banques à la recherche de nouvelles possibilités de placement sûrs avec un bon potentiel de rendement. Le secteur agricole, soient les fabricants de machines agricoles ainsi que de nombreuses entreprises semencières et chimiques escomptent aussi des revenus plus élevés grâce à la culture industrielle sur d'énormes surfaces agricoles. **L'industrie des agrocarburants d'Europe** a déjà acquis, ou sollicité, presque 4 millions d'hectares de terres en Afrique.

Vu la quasi-inexistence de registres fonciers en Afrique et vu que les terres appartiennent à l'Etat, les marchés sont conclus en sous-main entre les acteurs de ces accaparements et des gouvernements plus ou moins corrompus. Dans certains cas, on expulse les paysans de leurs terres ancestrales par des militaires, comme cela s'est produit au Kenya.

Conséquences

Le phénomène d'accaparement des terres ne fait qu'exacerber le problème de la faim. Il entraîne des structures productives inadéquates pour la culture vivrière, fragilise l'agriculture

familiale et nuit à l'environnement. Un grand nombre de paysannes et paysans sont expulsés des terres qu'ils utilisent traditionnellement. Les terres accaparées n'offrent que peu de possibilités d'emploi pour la population locale, car les exploitations sont fortement mécanisées et parfois cultivées par une main-d'œuvre étrangère. Ces cultures sont aussi une menace pour l'environnement par l'utilisation intensive de pesticides et, fréquemment, de semences génétiquement modifiées et l'utilisation excessive d'eau. Les femmes sont les premières victimes, car elles produisent plus de la moitié de tous les aliments de base à l'échelle mondiale, or la plupart d'entre elles ne possèdent pas de titre de propriété. **En ayant recours à l'accaparement des terres, les Etats ou les investisseurs bafouent directement le droit à l'alimentation, le droit à la souveraineté alimentaire et les droits humains des populations touchées.**

En Suisse, ce sont surtout des banques et des fonds qui sont impliqués dans ces projets d'accaparement des terres. Ainsi, le Crédit Suisse et l'UBS ont participé en 2009 à l'émission des actions pour le compte de Golden Agri-Resources, le plus grand producteur d'huile de palme du monde coté en Bourse. La Suisse abrite un grand nombre de fonds qui ciblent leurs investissements sur l'agriculture et en partie sur l'achat de terres. Sarasin et Pictet, deux grandes banques privées, proposent des fonds centrés sur l'agriculture. Plusieurs fonds suisses, classiques ou spéculatifs, investissent dans l'agriculture, dont par exemple GlobalAgricap à Zurich, GAIA World Agri Fund à Genève. Addax Bionergy, basée à Genève, a le droit de louer 15000 hectares en Sierra Leone, où plus de la moitié de la population souffre de sous-alimentation.

Rencontre à Genève de... Global AGInvesting Europe 2010

Ce juteux secteur attire évidemment les convoitises et les investisseurs n'hésitent pas à faire campagne. Ainsi le 9 et 10 novembre aura lieu à l'Hôtel Intercontinental de Genève une conférence organisée par *Global AGInvesting Europe 2010* pour promouvoir les stratégies en investissement agricole, en clair comment mieux piller la terre des petits paysans en Afrique, Asie ou Amérique Latine.

Nos Propositions

Une coordination s'est constituée à Genève pour répondre à cette réunion et dénoncer les pratiques d'accaparement des terres agricoles. Empêcher la tenue future de conférences de ce type dans notre ville ou partout dans le monde et informer sur la mondialisation de l'agri-industrie destructive, tels sont nos objectifs principaux.

Mais nous revendiquons aussi :

1. Stop à l'accaparement des terres, pour des réformes agraires qui permettent l'accès à la terre au plus grand nombre.

Reconnaissance des droits ancestraux des communautés et petits paysans à la terre qu'ils-elles travaillent, même s'ils n'ont pas de titres de propriété.

2. Halte à la spéculation sur les matières premières alimentaires, pour une réglementation efficace et au service de la population et non des multinationales

3. Priorité à l'alimentation, la production d'énergie (agrocarburants) doit être un objectif subsidiaire et assujetti à des critères d'efficacité énergétique et de durabilité sociale et environnementale.

4. Priorité à l'agriculture paysanne familiale et durable seule à même de relever le défi alimentaire. La reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire définissant un nouveau cadre des marchés agro-alimentaires.